

EFFICIENCE ET DIVERSITÉ DES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Avec l'étude des implantations résidentielles et du fonctionnement des groupes humains, l'accent a porté sur toute la diversité, la palette des formes d'utilisation des ressources du milieu par les populations locales. Apprécier la spécificité et la qualité des modes de vie demande parallèlement une analyse des résultats économiques de chacun des principaux groupes ethniques ; pour cette évaluation sont abordés, au niveau des ménages, les problèmes de subsistance, d'équilibre des ressources et des dépenses, et de la constitution d'une " marge de manœuvre ", essentielle pour pallier l'instabilité et la variabilité de l'environnement.

SATISFACTION DES BESOINS ALIMENTAIRES

Sans entrer dans le détail des besoins nutritionnels et dans l'analyse de la ration diététique des aliments absorbés au cours des repas par les familles (*cf. infra* : estimation CIDR/ORSTOM ORANA/SDF pour la période 1975-1977 aux environs de Gorom-Gorom), l'étude a effectué une comparaison entre les productions vivrières, estimées sur la base de déclarations de récoltes, et les besoins, exprimés en équivalent poids-céréale.

Abstraction a été faite de la place du lait dans la satisfaction des besoins compte tenu des habitudes locales de consommation : les plats sont élaborés à partir de céréales sous diverses formes, crue, cuite, entière, en farine ou même en son et la graine représente plus de 90 % de la ration moyenne calorique

TABLEAU LIX
 Consommation trimestrielle moyenne par groupe d'aliments
 (ration en g/jour)

	Céréales	Lait	Beurre	Viande	Graines et feuilles	Calories
1 ^e trimestre	706	164	0,9	12,4	11,6	2 425
2 ^e trimestre	588	51	2,5	1,1	10,8	1 989
3 ^e trimestre	501	415	1,5	0,7	7,6	1 986
4 ^e trimestre	789	389	1,9	3,8	11,5	2 852
(kg/an)	232	95	-	-	-	-

Source : ORANA 1980 ; échantillon de 342 personnes.

(environ 2 240 cal) suivant la période ; le complément en vitamines et oligo-éléments provient des composants de types légume, fruit, graine, tubercule, etc., cultivés ou sauvages. Il ne faut pas oublier cependant que localement, selon la saison, l'importance du troupeau et la quantité de lait laissée aux veaux, certains groupes pourraient tout à fait se satisfaire d'une substitution lait-céréale s'il n'y avait fabrication de beurre ; ainsi dans un groupe éleveur Djelgobé de Saba Kolangal, la traite procure à chacun près de 1 kg de lait par jour (MILLEVILLE *et al.*, 1982).

Les productions céréalières des années 1978 et 1979 ont été estimées en nombre d'unités traditionnelles récoltées, fagots de mil ou paniers de sorgho. L'équivalent poids de grain a été calculé d'après le volume récolté net, compte tenu de la partie soustraite pour la charité islamique ⁽¹⁾ qui affecte environ 10 % des fagots à des fins de redistribution extérieure à la cuisine et à l'unité de production.

Le fagot de mil et le panier de sorgho ont été enregistrés pour l'équivalent poids-graine de 11,7 kg et 7,8 kg soit un rendement au battage d'environ 65 % pour des poids-épis de 18 et 12 kg en moyenne. Les récoltes sont donc légèrement surestimées : chiffres déclarés par les paysans, non-prise en compte des fagots réservés à titre de semence pour l'année suivante, part fluctuante de la *diaka*, pas toujours proportionnelle à la quantité.

Afin de rapporter la production aux besoins (tableau LX), il a fallu tenir compte de la pratique fréquente, en fin de soudure, d'une consommation prématurée des épis du champ pendant quelques jours ou semaines avant la récolte ⁽²⁾. À cet effet, la période de consommation servant de base de calcul aux besoins a été minorée d'un mois à Boulel, 15 jours à Bossey, 20 jours à Tiringel, 10 jours à Pétoy.

TABLEAU LX
 Couverture des besoins céréaliers par production et achats en 1978-79 et 1979-80 (en moyenne/personne)
 (sur la base d'une ration moyenne de 250 kg/pers./an)

Groupes	Product.	Achats	% Cv	Product.	Achats	% Cv
Mallébé	129	44	69,2	102	45	58,8
Rimaïbé	104	147	100,0	134	103	95,2
Ikkan	170			105	82	74,8
Gaobé	196	71	106,8	132	177	123,6

% Cv : Production et achats en pourcentage des besoins.

⁽¹⁾ Ou *diaka* : pratique généralisée en milieu islamique que l'on peut assimiler à un impôt social volontaire, redistribué en nature au profit des plus défavorisés du même village.

⁽²⁾ La consommation d'épis frais, souvent grillés sur place, permet d'attendre que toute la récolte soit arrivée à maturité.

Il est remarquable qu'en moyenne, au niveau des quatre groupes considérés, la production céréalière ne se situe qu'entre 40 et 80 % des besoins théoriques des cuisines, soit 100 à 200 kg par habitant. L'hétérogénéité est importante puisque les coefficients de variation des récoltes nettes des cuisines s'étagent de 50 à 100 % par rapport à la moyenne. Ces coefficients sont plus faibles pour les données en pourcentage des besoins puisque la structure démographique de la cuisine est directement prise en compte.

Le calage de l'estimation des besoins céréaliers s'est fait par mesure directe, sur échantillon, des " rations " journalières des cuisines en fonction de la composition démographique saisonnière ⁽¹⁾. Cette mesure aboutit à la mise en évidence d'une importante variabilité temporelle de la ration céréalière qui résulte à la fois de composants démographiques (retour de migrants ou présence d'étrangers participant exceptionnellement aux repas) et de la pratique de la " mesure " ⁽²⁾ traditionnelle des volumes de grains : il y a toujours un retard d'adaptation entre le nombre, le remplissage des mesures, donc le poids de grain, et la variation de l'effectif de la cuisine.

Les quantités consommées fluctuent avec les saisons et chutent avec l'amenuisement des réserves stockées en grenier. L'hétérogénéité des consommations des cuisines reflète la multiplicité des solutions individuelles face à des conditions de vie plus ou moins difficiles ; compte tenu des systèmes de production existants, très souvent déséquilibrés, les unités de consommation pratiquent des stratégies reposant sur la diversification des activités et la mobilité, à moindre degré sur la complémentarité élevage-agriculture ; la part des achats céréaliers ne permet d'ailleurs pas, sur une période pluri-annuelle, à elle seule, de compléter la satisfaction des besoins, exception faite chez les Gaobé et les Djelgobé pour lesquels la mise à contribution du cheptel bovin (ventes sur les marchés au bétail) est remarquable.

Si la couverture des besoins, légèrement surestimée, n'est pas assurée par la production ou par les achats, alors d'autres éléments du mode de vie doivent être pris en considération : la redistribution élargie ou, mieux, les pratiques d'épargne, de mobilité qui permettent de trouver ailleurs la subsistance familiale et de limiter les ponctions sur les maigres réserves disponibles.

Depuis une quinzaine d'années se développent ainsi différentes stratégies économiques face à la dégradation générale de l'autosuffisance alimentaire :

- substitution aux céréales cultivées de produits de cueillette : graminées (fonio, *Cenchrus*, *Tribulus*), fruits sauvages (*Boscia*), bulbes (nénuphar) ;
- utilisation de sous-produits habituellement réservés aux animaux (son de mil) et alimentation lactée : presque exclusive pour les pasteurs en hivernage, mais d'apport non négligeable chez les sédentaires avec les prêts de vaches laitières ou de petits ruminants ;
- redistribution des effectifs démographiques entre unités de consommation en particulier par modification de la charge des " inactifs " : pratique du confiage-adoption des jeunes enfants, hébergement de parents âgés ;
- multiplication des transferts gratuits (à caractère social, familial ou religieux) de céréales entre chefs de ménage ;
- enfin, ce qui semble de loin la stratégie la plus efficace, accroissement de la mobilité instantanée des personnes (bon nombre de jeunes gens profitent de l'hospitalité pour se faire nourrir à l'extérieur de leur famille) et déplacements saisonniers des groupes : installation loin du grenier familial permettant de nourrir les siens chez un tiers à la fois logeur et employeur ; déplacements de travail des migrants.

⁽¹⁾ La ration moyenne pesée, 685 g par jour, du même ordre de grandeur que l'estimation de la CIDR, est bien supérieure au standard FAO communément admis.

⁽²⁾ Les femmes utilisent toutes un instrument de mesure du volume de grain à préparer pour le repas, spécifique de chaque cuisine : louche, boîte de conserve, etc.

RESSOURCES ET DÉPENSES DES UNITÉS DOMESTIQUES

Dans le contexte d'une incomplète monétarisation des échanges et dans la mesure où la monnaie, loin de jouer son rôle de réserve thésaurisable, apparaît uniquement comme le lien nécessaire entre une recette et la dépense qui lui est récurrente (voir p. 198), il a été nécessaire d'inclure dans les budgets les flux de toute nature entre l'UPC et l'extérieur. Les flux en nature ont été intégrés en les valorisant aux prix des marchés locaux de la même période. L'enquête s'est déroulée pendant deux années consécutives par questionnaires mensuels rétrospectifs auprès des chefs de cuisine.

Les ressources et les dépenses ont été ventilées chacune en cinq rubriques principales :

- D'un côté : revenus nets des migrants, se limitant donc à la part rapportée à la cuisine ; revenus du commerce local de détail (sucre, thé, cola, gâteaux secs...) dans les villages comme aux marchés ; revenus de travaux locaux rétribués souvent en nature, emplois auprès de citadins : collecte de bois de chauffe, confection d'enclos, fabrication de briques, maçonnerie ; vente des produits de l'artisanat féminin ; vente de bétail sur pied correspondant à un déstockage réel et non à une opération spéculative.
- De l'autre : achats céréaliers ; autres dépenses d'entretien alimentaire (condiments végétaux et animaux, viande, riz, tous produits " de luxe " consommés à l'occasion du passage d'invités) et vestimentaire (bijoux, pagnes, décoration de la case) ; frais de santé et impôts, très souvent acquittés en toute dernière extrémité ; investissements en outillage de culture, ustensiles domestiques, matériaux, et animaux de bât (ânes pour le portage de l'eau, des bagages et des personnes) ; acquisitions d'animaux et frais d'élevage (achat de plaques de sel).

Dans une rubrique " divers " figurent les transferts financiers et les transferts en nature : d'un côté les prêts ou emprunts avec leurs charges récurrentes ; de l'autre les multiples cadeaux et dons en nature entre parents, voisins, dépendants socioreligieux (captif/libre, marabout/disciple) et souvent de faible valeur unitaire. Les très rares ventes de céréales ont été négligées à l'échelle de l'échantillon ; sans doute dans la région ouest (Déou et, plus loin encore, Aribinda) auraient-elles pu être correctement appréhendées ; de même le phénomène de troc grenier/animaux a été observé mais en dehors des unités suivies.

Un des biais évident de ce type d'enquête est la sous-estimation des flux de moindre importance (inférieurs à 1 000 FCFA) et une bien meilleure appréciation des flux d'emplois que des flux de ressources. D'autres précautions doivent être avancées pour la lecture des tableaux ci-après : il est impossible d'appliquer aux données des raisonnements économiques et monétaires marginalistes pour la cuisine dans son ensemble car il n'y a pas un revenu collectif mais des revenus individuels autonomes. L'unité budgétaire en tant que telle n'existe pas : elle n'est qu'un agrégat de dépenses et de ressources issues de décisions personnelles des membres de la famille difficilement contrôlées par le chef de cuisine. Selon l'autorité de ce dernier et les rapports de force internes, une part plus ou moins importante des ressources sera affectée aux achats communs de la céréale nécessaire aux repas de la famille.

Avant d'examiner l'image budgétaire de chaque groupe pour les années 1978-1980, il est important de situer la place occupée par les échanges de biens entre les membres de la cuisine et l'extérieur, et dont on peut avoir une bonne idée par le montant des emplois.

La valeur globale des échanges par UPC, assez modeste dans cette région — les moyennes s'échelonnent de 25 000 à 100 000 FCFA sur l'année — ne permet pas de différenciation notable entre unités de production ; c'est au village de Bossey, plus impliqué dans l'économie locale, que les écarts se creusent le plus (variation de 100 à 150 % contre moins de 70 % pour les autres groupes). Sur les 53 cuisines, cinq à six seulement peuvent, grâce à leurs revenus migratoires ou au déstockage de leurs troupeaux, sortir du lot en doublant ou triplant leur niveau de ressources.

La structure budgétaire, à travers la relative diversité ou focalisation des ressources et des dépenses,

TABLEAU LXI

Valeur moyenne des emplois par cuisine (FCFA)
(chiffres absolus et coefficients de variation)

	Année 1978-79		Année 1979-80	
	Mallebé	27 200	59 %	26 100
Rimaïbé	72 600	96 %	65 750	150 %
Iklan			67 250	36 %
Gaobé	31 750	53 %	70 000	65 %
Djelgobé	70 400	53 %	85 000	64 %

peut révéler l'orientation plus ou moins accusée des systèmes de production, avec cette réserve que les moyennes cachent de fortes disparités individuelles.

Les deux groupes à vocation pastorale (Gaobé et Djelgobé) tirent leurs ressources à plus des trois quarts de leur bétail (et seul un cheptel suffisant peut rendre viable un déstockage régulier), tandis que cela représente rarement plus du tiers chez les autres. La participation à des actions de développement (travail fourni par la CIDR à Bossey) et le recours massif aux migrations procurent deux tiers des revenus aux Rimaïbé. Mallebé et Iklan diversifient mieux leurs activités, en pratiquant notamment le petit commerce sur les marchés avec la revente de produits alimentaires (à Oursi : thé, sucre, cola ...) ; les Iklan se livrent à d'importants transferts, notamment avec les cadeaux envoyés de Côte-d'Ivoire par un proche parent, généralement neveu utérin du chef de cuisine.

Comme on le constate sur ces données d'enquêtes dans un espace de temps limité, et qui, une fois encore, ne sont représentatives que des échantillons retenus de la population régionale, l'économie familiale est fragile avec ses fortes fluctuations de ressources d'une année sur l'autre face à des dépenses céréalières incontournables mais variables selon les résultats agricoles. Pour ceux qui ne peuvent pas obtenir d'importantes rentrées monétaires de l'élevage, la contrepartie ne peut venir que d'une modulation structurelle des ressources, ce qui veut dire adaptation aux contraintes du milieu par diversification des activités.

TABLEAU LXII

Structure des ressources et des dépenses ⁽¹⁾
(postes en % du total en 1978 et 1979)

	MIGRATION		COMMERCE		TRAVAUX		ARTISANAT		BÉTAIL		DIVERS	
	Mallebé	-	23	30	14	32	21	8	7	20	29	10
Rimaïbé	50	53	-	-	36	26	-	-	12	11	-	6
Iklan	nd	19	nd	5	nd	6	nd	-	nd	36	nd	32
Gaobé	26	-	-	-	-	-	-	-	70	89	-	5
Djelgobé	-	-	-	-	-	9	-	-	93	89	-	-
	CÉRÉALES		ENTRETIEN		FRAIS		INVEST.		ÉLEVAGE		DIVERS	
	Mallebé	80	83	5	5	-	-	-	-	-	-	8
Rimaïbé	80	55	13	16	-	-	-	-	-	11	-	18
Iklan	nd	64	nd	7	nd	-	nd	12	nd	-	nd	11
Gaobé	72	79	23	10	-	-	-	-	-	-	-	-
Djelgobé	71	63	12	8	8	12	-	-	-	-	-	16

(1) Les valeurs relatives inférieures à 5 % sont figurées par un tiret ; les données sont absentes pour les Iklan en 1978.

Dans cette diversification, le recours à la migration occupe une place de choix. À la fois parce qu'elle ne remet pas fondamentalement en cause l'allocation du travail agricole, et surtout parce qu'elle permet des gains exceptionnels de nature à renflouer durablement les cuisines en état de déséquilibre. Elle ne peut cependant être mise en œuvre aussi facilement par tous les ménages ; elle suppose des candidats de statut familial et d'âge adéquats ; elle reste aussi sous le contrôle du chef de cuisine et se trouve étroitement dépendante de l'entente sociale entre personnes dans les ménages.

L'absence de disponible et de marge de sécurité, la volonté de gérer au mieux la pénurie, de tenir compte d'éventuels dons à recevoir ou à donner, se traduisent par l'échelonnement toute l'année, au coup par coup et par petites quantités, des achats vivriers. Cela s'observe couramment lors des transactions sur les marchés, lorsque le mil est compté à la " louche " par les vendeurs de céréales.

ÉCHANGES ET COMMERCIALISATION SUR LES MARCHÉS

La plupart des transactions commerciales effectuées par les populations enquêtées se réalisent sur des marchés locaux, à la fois complémentaires et concurrents : Gorom-Gorom, Déou, Oursi et, plus accessoirement, sur des marchés moins importants ou plus excentrés comme Markoy, Tassamakot, Aribinda. L'attraction concurrentielle de ces marchés, moins forte pour ceux qui ont l'habitude de suivre le gros bétail, s'exerce à partir d'un seuil de 20 à 25 km, soit environ une demi-journée de marche.

Dans le cadre de l'analyse des systèmes de production, ont été étudiés, sur deux marchés, la commercialisation des produits et la place des échanges dans l'économie traditionnelle. Le premier, Déou, est un marché au bétail à vocation régionale où aussi des activités commerciales bien implantées se retrouvent d'une semaine à l'autre ; le second, Oursi, est plutôt un lieu d'échanges " de brousse ", très sommaire dans ses installations et d'assez faible importance en termes de quantités commercialisées.

Des enquêtes régulières sur deux années ont eu essentiellement pour objet de suivre l'évolution saisonnière des prix, de caractériser les origines des intervenants, qu'ils soient professionnels ou non, de préciser les besoins des acheteurs et des vendeurs, de sérier les problèmes administratifs et techniques. Le but était davantage de fournir des éléments sur l'environnement des systèmes de production que de quantifier les réseaux et les flux de biens à l'échelle régionale et avec l'extérieur ⁽¹⁾ : cela aurait nécessité d'autres moyens d'investigation. L'étroitesse et la variabilité saisonnière conjuguées des échanges interdisait de toute façon une exploitation statistique sophistiquée des données recueillies sur des échantillons fluctuants ⁽²⁾.

La remarque déjà faite plus haut sur la place relative de la monnaie dans les échanges a bien évidemment toute sa place ici, dans ce cadre de la confrontation d'une offre et d'une demande. Cependant les comportements marchands sont de caractéristiques très différentes selon qu'il s'agit d'un commerçant professionnel ayant son étal à demeure chaque semaine, d'un intermédiaire passant des ordres d'achat et de vente pour des exportations de bétail, ou d'un paysan qui doit faire face à la soudure. Avec des modes de production essentiellement autosubsistants (mais non autosuffisants), la faiblesse des disponibilités induit des logiques d'échange immédiat ; les biens n'ont pas de valeur intrinsèque mais une valeur d'échange contre un bien déterminé : vente de bétail pour achat de mil par exemple. La monnaie n'est alors qu'un intermédiaire permettant d'ajuster provisoirement la quantité d'argent disponible après une vente et les liquidités nécessaires aux achats consécutifs.

⁽¹⁾ Cf. l'étude plus spécifique de la commercialisation du bétail en Oudalan effectuée par BRASSEUR (1982) dans le cadre de l'ORD du Sahel (1981-82).

⁽²⁾ D'un marché à l'autre, l'effectif de vendeurs d'un même bien peut varier du simple au double ; parfois, certains produits essentiels disparaissent des marchés.

La fréquentation des marchés de l'Oudalan est hebdomadaire ce qui permet, dans une certaine mesure, de proposer plusieurs fois les mêmes biens (produits animaux et végétaux) à quelques jours d'intervalle. C'est particulièrement le cas pour les éleveurs qui tenteront d'obtenir des prix plus élevés pour leur bétail selon l'information dont ils disposent sur chaque marché : prix relatifs, présence de grands commerçants, ambiance particulière, etc.

Les activités commerciales, le volume des transactions suivent, bien entendu, assez fidèlement les fluctuations saisonnières de paramètres tels que : la production agricole, l'état physiologique des animaux, le degré de dénuement alimentaire ou financier des familles, la demande et l'offre extérieures, principalement en bétail d'embouche et en stock de graines. Toute l'activité commerciale doit être replacée dans un contexte global (régional) de déficit céréalier, et dans celui du déstockage relatif des cheptels par des flux vers le Djelgodji, le Liptako, le plateau mossi qui, indirectement par des chaînes de transaction, peut revêtir des allures d'exportation vers les pays limitrophes (Côte-d'Ivoire, et Nigeria *via* Téra au Niger).

Les marchés, par leur couverture régionale, caractérisent une vaste zone d'échanges interethniques et, à travers des étals diversifiés de produits, confirment certaines orientations économiques. C'est en faisant l'inventaire global des différents produits échangés, de leur origine, que l'on mesure le degré de complémentarité des groupes de population. Chaque groupe ethnique avec son artisanat, ses pratiques de cueillette, ses systèmes d'exploitation du milieu a développé une spécialisation fonctionnelle permettant et suscitant le troc et les échanges de biens indispensables au mode de vie :

- vente de céréales excédentaires : par les Iklan (56 %), les Fulsé (15 %) et les Mossi (21 %) ;
- ventes d'animaux plutôt par les éleveurs peul (63 % des bovins et 46 % des petits ruminants) et iklan (36 % de la seconde catégorie) ;
- place particulière des anciens captifs rimaïbé et iklan pour la commercialisation des produits vivriers, la collecte et la vente de produits végétaux et artisanaux ;
- parallèle remarquable entre l'exploitation pastorale et commerciale chez les Djelgobé, Gaobé, Warag-Warag ;
- absence commerciale des Touareg, significative de leur position de retrait mais qui ne les empêche pas d'opérer par intermédiaires ;
- apports bien spécifiques de l'artisanat casté (" forgerons ") pour les éléments de décoration et d'habitat adoptés dans tout l'Oudalan.

L'analyse de deux types de produits omniprésents sur les marchés mérite quelques développements dans la mesure où leur commercialisation soulève des problèmes et où des interventions techniques et administratives pourraient avoir lieu : les céréales et le bétail.

La vente des céréales n'obéit pas à la règle habituelle d'ajustement de l'offre à la demande pour les raisons suivantes :

- les fluctuations inter- et intra-annuelles de prix sont énormes bien qu'il s'agisse d'une denrée de base alimentaire ; 60 à près de 300 FCFA le kilo de mil en 1978 à Déou !
- l'hétérogénéité des pratiques de vente, due particulièrement à la variabilité des unités de mesure (louche, boîte), conduit à la multiplicité des prix de vente du même produit.

Ces contraintes entraînent une impossibilité de choix raisonné pour l'acheteur qui reste soumis à l'arbitraire et à l'ignorance.

La vente des animaux souffre elle aussi d'importants écarts saisonniers de prix, variables sur chaque marché, et du cloisonnement relatif des informations. La conséquence pour l'éleveur cherchant avant tout à s'approvisionner en mil ou en sorgho ⁽¹⁾ est d'être obligé de différer sa décision et de devoir arpenter les principaux marchés au bétail de sa région dans l'espoir d'obtenir de meilleurs prix. On ne peut cependant s'empêcher d'être étonné par l'organisation complexe et très efficace de la vente du bétail sur les marchés, et cela grâce au pool d'intermédiaires permettant de négocier d'importantes transactions vers l'extérieur.

⁽¹⁾ La vente d'animaux est provoquée par les besoins alimentaires de la famille : à 80 % des motivations pour les bovins, à plus de 75 % pour les petits ruminants et même à 60 % pour les animaux de bât.

DIVERSITÉ ET COMPLÉMENTARITÉ DES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Depuis le début du siècle, les sociétés, sous la pression de contingences historiques et des contraintes écologiques, évoluent selon plusieurs tendances parallèles, parfois concomitantes, s'entretenant les unes les autres. La diversité interne croissante des systèmes de production entraîne paradoxalement une homogénéisation relative à l'échelle locale et régionale, alors que dans le même temps se multiplient, par segmentation, les unités fonctionnelles avec la parcellisation du pouvoir et des responsabilités. À l'accès démocratisé aux ressources du milieu répond une utilisation anarchique incontrôlée qui ne peut que mettre en péril la reproductibilité des systèmes d'exploitation et la survie, sur place, des populations.

Les rapports tribaux dans la société tamachek, fortement hiérarchisées, liés au mode de fonctionnement guerrier, induisaient une distribution des rôles selon laquelle chaque tribu dépendante était, de droit ou de force et selon son niveau, investie d'une fonction particulière : religieuse, guerrière et politique, productive (agriculture, élevage, chasse, cueillette, etc.). De l'allocation spécifique des ressources à des groupes de producteurs spécialisés résultait une complémentarité des activités humaines interne aux systèmes de production et intrinsèque au mode de fonctionnement social.

Les années vingt et les années trente ont été celles de l'effondrement de l'hégémonie des classes nobles qui, avec l'installation du pouvoir colonial, a conduit à l'affaiblissement des chefferies locales et au bouleversement irréversible des rapports sociaux. Le phénomène de segmentation des groupes est apparu et s'est amplifié. Plusieurs tendances aboutissent à la formation d'unités de production restreintes au ménage, le couple et ses enfants mineurs, avec une individualisation croissante des activités et des responsabilités ⁽¹⁾.

Les groupes domestiques élargis associant dans la même unité des frères adultes majeurs, avec ou sans leur père (ce qui par le passé était le mode d'organisation familial dominant) sont à l'heure actuelle peu représentés et en voie de disparition : ils ne sont souvent plus que les formes intermédiaires (provisoires) de la fragmentation des cuisines au cours de leur croissance.

Les phénomènes de complémentarité entre groupes tribaux spécialisés, qui pendant un temps pouvaient se perpétuer par le biais du troc puis des échanges monétarisés, sont désormais mineurs et ont changé de niveau. Rares sont désormais aussi les unités familiales qui peuvent se consacrer exclusivement et durablement à une seule activité sans tenir compte des vicissitudes climatiques. L'agriculture céréalière, à la limite de sa zone écologique, n'est pas capable avec ses trop faibles rendements et la variabilité de ses résultats, de subvenir aux besoins, ne serait-ce qu'alimentaires, des populations. Quant à l'élevage, ses modes de conduite et d'exploitation extensifs ne sont plus compatibles avec la gestion traditionnelle des ressources compte tenu de l'emprise humaine sur le milieu.

Les relations socio-économiques, services entre unités familiales, contrats de fumure, prêt de laitières ou de taureaux, *bogu*, sont devenues épisodiques et ont aussi évolué dans le sens d'une intégration au marché avec sa logique de profit individuel : invitations de culture correspondant de plus en plus à du travail rémunéré.

À la déformation et au changement de nature de certaines pratiques habituelles, s'ajoute aussi l'apparition de nouvelles activités de contre-saison liées aux besoins citadins ; certains paysans de Boulel, fortement touchés par une mauvaise récolte, ont pu ainsi s'employer auprès de commerçants et de fonctionnaires de Déou pour la fabrication de nattes, la construction de maisons... et retrouver les années suivantes de modestes emplois rémunérés.

⁽¹⁾ Se constate aussi parallèlement, selon une évolution généralisée en Afrique, une réduction de la polygamie et une diminution de la taille des ménages avec un nombre plus faible d'enfants par couple.

L'exemple significatif est celui des Peul Djelgobé eux-mêmes qui recourent à la mise en culture des bas-fonds et ne peuvent éviter quelques départs individuels saisonniers vers les bourgs. Les professions castées quant à elles, forgerons par exemple, sont durement touchées par la disparition progressive de la civilisation tamachek et de ses objets (armes, parures, mobilier, habitat). Aujourd'hui personne ne peut plus espérer obtenir un niveau de revenu suffisant, encore moins d'importantes plus-values, dans la seule exploitation traditionnelle du milieu, tout particulièrement dans cette région densément peuplée de la mare d'Oursi.

La conjonction de la " pression " démographique (à laquelle a contribué en son temps la liberté économique et la libéralisation de l'accès aux ressources par les captifs) et de la fragilité écologique du milieu (en l'absence de contrôle de son exploitation) fait ressortir un phénomène essentiel : l'amplification de la prise en compte des risques (traditionnelle jusqu'ici mais qui s'opérait à une tout autre échelle) par diversification des activités au sein et en dehors des unités de production avec l'incitation liée à la libéralisation des échanges et des communications.

Les groupes domestiques sont actuellement plutôt en situation de concurrence pour se réserver, utiliser et plus encore pour valoriser les terres agricoles et les pâturages. Les quelques propositions d' " intensifications " techniques possibles — coupe et stockage de foin, fumure et irrigation, maraîchage... — passent par une auto-affectation des meilleurs terres (bas-fonds, pourtours de mare), une fixation des droits individuels d'exploitation, et conduisent inéluctablement à terme à une allocation foncière au profit de quelques-uns parmi les plus sédentarisés.

Dans le même ordre d'idée, on assiste à des changements, qui peuvent être considérés comme significatifs, dans les règles et modes d'accès aux ressources fourragères. Les parcelles de céréales, qui dès la récolte du grain faisaient partie intégrante de l'espace pastoral et l'objet d'un droit de vaine pâture, ont leur production fourragère de plus en plus souvent appropriée par le cultivateur qui coupe et stocke les chaumes afin de les réserver à son propre cheptel. La pratique de fauche de l'herbe sèche sur les pâturages dunaires s'étend, notamment à proximité des centres urbains tels que Gorom-Gorom, Markoy et Déou, où ce fourrage est vendu en bottes. Les signes d'une tendance à l'individualisation des ressources du milieu, dans un contexte de forte réduction du disponible et d'une concurrence qui progressivement s'accroît pour y accéder, sont tout à fait patents.

Globalement, les tendances évolutives se traduisent donc à la fois par le rétrécissement des unités de production-consommation, la monétarisation de l'économie domestique, la diversification des activités au sein de la cellule familiale, l'apparition de nouvelles sources de revenus et par la part décisive que revêt, dans certains groupes tout au moins, la migration lointaine, qui constitue à présent une composante structurelle des stratégies paysannes. De plus en plus rares sont ceux qui peuvent assurer régulièrement leurs besoins essentiels en s'adonnant soit à l'agriculture, soit à l'élevage. Les objectifs de sécurisation imposent à la plupart de diversifier les systèmes de production de manière à disperser les risques. Dans ces conditions, les relations de complémentarité entre secteurs d'activité tendent à se renforcer au sein même de l'unité familiale de production, alors qu'ils s'exprimaient sans doute préférentiellement dans le passé dans les rapports sociaux de production qui s'établissaient entre des unités et des groupes plus spécialisés qu'actuellement. À ce niveau, en revanche, force est de reconnaître que les relations de complémentarité et de réciprocité s'atténuent au profit d'un renforcement des rapports de concurrence et d'antagonisme.

Il nous est difficile à l'heure actuelle, dans une période de crise et de bouleversements, d'envisager la place qui sera réservée dans un proche avenir aux populations du Sahel. Au vu des changements qui se sont produits depuis un demi-siècle et qui sont loin d'être achevés, il nous semble indispensable de garder présent à l'esprit la formidable capacité d'adaptation des groupes humains, certes à un niveau trop faible pour être acceptable, mais qui atteste tout de même d'une prise de conscience des ruptures écologiques, et d'une volonté de s'affranchir le plus possible des contraintes d'un milieu à hauts risques. C'est dans cette mesure qu'il nous semble que les systèmes de production développent une efficacité exemplaire en termes de capacité d'adaptation, de réponse et de changement !